

VLAAMS BLOK : CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE D'UNE FORMATION XENOPHOBE

INTRODUCTION

Il est un thème récurrent dans la vie politique démocratique, c'est celui de la dénonciation du danger fasciste afin de favoriser l'union nationale. Qu'on se souvienne de l'entre deux tours de l'élection présidentielle française de mai 2002¹ ou de la participation au pouvoir de Joerg Haider en Autriche. Pourtant, en même temps, un autre pays connaissait et connaît encore une extrême droite à 20 % des suffrages aux diverses élections, sans que les antifascistes se déchaînent : c'est l'Italie, où AN (*Alleanza Nazionale*), le parti de Fini, et les divers mussoliniens maintenus recueillent respectivement 15 et 5 % des suffrages, encadrent certains mouvements de chômeurs napolitains et dont les syndicats participent aux grèves comme à Fiat Melfi, en mai 2004².

À compter de 1996, directement issue MSI (*Movimento Sociale Italiano*), parti fasciste reconstitué en 1945, *Alleanza Nazionale*, sous la direction de Massimo Fini, dauphin de Giorgio Almirante, ancien ministre de la République sociale de Salò et fondateur du même MSI, a commencé une longue mue qui l'a conduite, pèle mèle, à abandonner toute référence idéologique et mythique à Benito Mussolini, à adopter une ligne politique nationale et libérale, à épouser le cadre démocratique et constitutionnel directement issu de la défaite du fascisme au pouvoir, à prôner l'intégration de secteurs importants de l'immigration et, *in fine*, à participer au gouvernement de Silvio Berlusconi avec une place de choix (Massimo Fini a été récemment promu vice-président du Conseil des ministres). Son secrétaire général est même allé à Jérusalem s'excuser officiellement des crimes commis par le régime fasciste contre les Juifs de la Péninsule et condamner sans appel les lois raciales et antisémites édictées à partir de septembre 1938 par le royaume d'Italie dominé par le Parti national fasciste, sur le modèle de celles déjà en vigueur dans l'Allemagne nazie.

L'abandon presque total de ses références politiques et idéologiques constitutives ne s'est cependant pas faite sans conserver trois piliers du fascisme historique : la primauté de l'Etat national, quelle que soit sa forme constitutionnelle ; la famille hétérosexuelle catholique et un interclassisme travailliste intégral d'où est expurgée (ou, au mieux, tolérée en vue de temps meilleurs) toute notion de conflit social. En somme, la bonne vieille triade Travail, Famille, Patrie. Logiquement, dans son long chemin de mutation, *Alleanza Nazionale* a perdu quelques morceaux périphériques composés par des fascistes orthodoxes sans, pour autant, abandonner l'encadrement politique et militaire qui caractérisait l'ancien MSI. Restée parti de militants majoritairement fascistes, *Alleanza Nazionale* ne recule pas face aux coups de poing avec les « rouges », employant, le plus souvent, ses organisations de jeunesse ou les fidèles et nombreuses associations de supporters de clubs de football, dont la plus connue est celle de l'équipe du *Lazio* de Rome.

Aujourd'hui, c'est au tour du *Vlaams Blok* (VB) flamand de faire peau neuve. S'agit-il du même phénomène que la version transalpine ?

RADIOGRAPHIE DU FASCISME

Dans une ancienne brochure de notre mouvement³, nous avons indiqué les critères généraux permettant la définition du fascisme accompli. Les voici :

- Réalisation de l'intégration des partis et des syndicats ouvriers à l'appareil d'Etat,

¹ Voir Lettre de Mouvement Communiste n°3, mai 2002.

² Voir Lettre de Mouvement Communiste n°13, mai 2004.

³ Voir Supplément au n°7 de la revue Mouvement Communiste « Fascisme et Démocratie : deux formes politiques unifiées de la dictature du capital », décembre 1997.

- Fusion du parti fasciste avec l'appareil d'Etat,
- Organisation en partis interclassistes uniques de masse, pourvus d'une base ouvrière,
- Favorisation, dans certaines conditions, du développement du capital,
- Négation absolue du conflit de classe,
- Constitution d'un mouvement violent foncièrement nationaliste, mais qui n'hésite pas à utiliser la démocratie bourgeoise comme instrument pour s'emparer de l'exécutif.

Il est évident que l'ensemble de ces caractéristiques ne se retrouvent réunies que dans le cadre d'un mouvement fasciste mûr et potentiellement ou réellement victorieux. Une formation fasciste dans sa phase ascendante – c'est le cas actuellement pour le *Vlaams Blok* et pour *Alleanza Nazionale* –, en revanche, se définit en rapport à seulement deux des six aspects énoncés plus haut : la négation principielle de toute lutte de classes (même si, parfois, elle est utilisée comme instrument tactique de recrutement ouvrier et/ou de déstabilisation, par le parti fasciste) et la revendication active et pratique du nationalisme au travers de moyens légaux et extralégaux. Cela impose à toute formation fasciste de se doter d'un appareil politique militant et militaire capable d'évoluer à la fois dans le cadre de la démocratie bourgeoise et d'agir de façon indépendante et percutante dans les rues. À cet égard, les modifications de surface ou d'habillage idéologique, quoique parfois profondes, des groupes fascistes n'ont que peu d'incidence dans la définition de leur nature et de leur rôle.

SEISME EN BELGIQUE

Le mardi 9 novembre 2004, c'est le séisme politique en Belgique. Après la condamnation, obtenue en cassation, d'associations proches de lui, le *Vlaams Blok* est reconnu coupable d'être une organisation raciste. Il est donc considéré, au sens de la loi belge, comme une organisation criminelle.

Ce sont le « Centre pour l'égalité des chances », structure para étatique, et la « Ligue flamande des droits de l'homme » qui ont été, il y a quatre ans, à l'origine de la plainte contre le *Blok* qui a conduit à sa condamnation.

Le *Blok*, créé en 1978 par son leader historique, Karel Dillen, perpétue une vieille tradition nationaliste et fasciste en tant qu'héritier du fameux VNV (*Vlaams National Verbond*), parti nationaliste, antisémite, collaborationniste et pro-nazi de la Seconde Guerre mondiale, dirigé alors par Staf De Clercq.

Karel Dillen déclarait en 1984: « *Le racisme et le fascisme sont des titres honorifiques* » (*Le Soir*).

C'est pourquoi le *Vlaams Blok* a toujours défendu, en la plaçant au centre de sa politique, la question de l'amnistie pour tous les collaborateurs pro-allemand et la restitution de leurs avoirs.

À sa création, le *Blok* réalisa le modeste score électoral de 2,01 %. Depuis, d'élections en élections, il n'a cessé de progresser pour atteindre, aux régionales de juin 2004, 24 % des voix exprimées. Selon certains sondages, il recueillerait maintenant près de 25 % des intentions de vote. Si tel était réellement le cas, il représenterait le premier parti de Flandre et ce, dans un contexte où le vote est obligatoire.

En ce qui concerne le vote « ouvrier », Jacques Billiet, dans son article : « Qui vote pour le *Vlaams Blok* ? », notait en 1998 :

« *On note une probabilité nettement plus élevée de vote pour le Vlaams Blok auprès des peu qualifiés occupant des positions plus vulnérables sur le marché du travail, et le fait de se sentir menacés par les immigrés joue un rôle décisif.* »

Donc, le *Vlaams Blok* a progressé chez les travailleurs manuels et les chômeurs. L'âge moyen de ces votants est relativement jeune, la tranche d'âge des 18-24 ans étant largement la mieux représentée.

Il est néanmoins important de souligner que, d'une manière générale, le *Vlaams Blok* – aujourd'hui *Belang* – est un parti typiquement attrape-tout.

J.Billiet conclut d'ailleurs son article en indiquant :

« Ce constat pourrait indiquer que le message nationaliste flamand de ce parti séduit toutes les couches sociales de son électorat »

Selon le baromètre politique publié par *La Libre Belgique*, et RTL-TVI, en novembre 2004, Filip Dewinter, le nouveau leader charismatique du *Vlaams Blok*, est le deuxième homme le plus populaire en Flandre, juste derrière le Premier ministre libéral Guy Verhofstadt.

Malheureusement, la condamnation du *Blok* pour racisme n'entravera nullement sa progression et son implantation. Bien au contraire. Jouant à fond la carte de la victimisation, le *Vlaams Blok* en a profité pour toiletter son programme politique. Son auto-dissolution, prononcée le dimanche suivant la sentence, ne l'a pas empêché de renaître immédiatement sous le nom de *Vlaams Belang*, le 14 novembre.

Après le *Blok*, c'est « l'intérêt » qui devient flamand (*Belang* signifiant intérêt).

« Mais je redoute l'effet de victimisation du parti que cet arrêt aura auprès de la population en Flandre. Cet arrêt de cassation risque d'avoir un autre effet contre-productif. Le *Blok* va se contenter de nettoyer son programme et il sera désormais plus difficile, voire impossible, de le condamner. » (B. Brickman, *Standaard*)

R. Van Cauwelaert écrit de son côté, dans *Knack* : « Ce procès, c'est de la pub pour le *Vlaams Blok*. »

Même le bourgmestre socialiste d'Anvers, cité par *Le Soir*, a dû admettre que « les chefs du *Vlaams Blok* passent pour des martyrs. Ils ont bénéficié d'une incroyable publicité ».

Cet instant de lucidité est assez exceptionnel car, d'une manière générale, nous avons assisté à un déluge de propos antifascistes et démocratiques visant à démontrer que c'est par la voie légale et pacifique que le fascisme peut être vaincu, et que la condamnation du *Blok* coïnciderait avec le début de sa fin.

« Cette leçon servira à l'avenir », pronostiquait le représentant du « Centre pour l'égalité des chances », initiateur des plaintes anti-*Blok*.

Il est vrai que cette leçon a servi essentiellement au *Blok* dans sa tentative de blanchissement des idées et des formules d'agitation les moins présentables et de re-légitimation politique.

AUX SOURCES DE L'EVOLUTION

Le glissement électoraliste à l'origine de la transformation en *Vlaams Belang* correspond à la victoire interne de la tendance moderniste plus pragmatique (lire opportuniste). Mussolinienne, elle est représentée par le très charismatique Filip Dewinter, au détriment de la tendance catholique traditionaliste représentée par son principal concurrent, Gerolf Annemans.

Cette division interne entre un courant catholique intégriste et une fraction plus païenne et libre-échangiste, influencée, ici comme ailleurs, par l'apport idéologique de la Nouvelle Droite du philosophe Alain De Benoît, le GRECE et le club de l'Horloge n'est cependant pas une spécificité du *Blok*, car elle traverse des nombreux partis fascistes actuels. À celle-ci, s'ajoutent les séparations traditionnelles de l'extrême droite, transversales et transnationales elles aussi, entre interventionnistes et libéraux en économie, entre nationalistes étroits (régionalistes et/ou défenseurs des frontières actuelles) et nationalistes paneuropéens, entre populistes et élitistes.

Mais, pourquoi pouvons-nous caractériser une telle formation dans sa version nouvelle tout comme dans celle plus ancienne, de fasciste ? Les voici :

- Le nationalisme flamand exacerbé, avec son culte des martyrs tombés au combat chauviniste et belliciste, pendant la Première Guerre mondiale, comme chaque année lors du pèlerinage de la tour de l'Yser⁴.
- La haine pour tout ce qui, même de loin, ressemblerait à des théories marxistes, avec la tendance à s'intégrer dans les différentes « organisations ouvrières », pour y défendre justement « l'intérêt flamand », comme lorsque les ancêtres du *Blok*, dans les années 70

⁴ Historiquement, le mouvement national flamand était pacifiste, et ses martyrs étaient aussi des ouvriers et des paysans qui refusaient d'aller au front. La bourgeoisie flamande était alors francophile et unitariste. Par la suite, le mouvement flamand a subi une involution classiquement nationaliste, transformant et reniant son origine pacifiste et plébéienne.

avaient soutenu la grève sauvage des mineurs du Limbourg, au nom de la défense du « charbon flamand » !

- L'ensemble de cette politique est articulée autour de la désignation d'un bouc émissaire, d'abord, francophone, puis rapidement, sous l'influence grandissante de Filip Dewinter, la désignation du « danger immigré » à forte composante marocaine, comme cause de toute « l'insécurité sociale ». Cette politique franchement xénophobe et raciste, n'est, en revanche, nullement axée contre la communauté juive d'Anvers sur-représentée dans l'électorat *Vlaams Blok*, à Anvers même.
- L'appareil de combat, représenté encore il y a peu, avant sa dissolution formelle, par la milice du VMO (*Vlaams Militanten Orde*), dont est issue une grande partie de la nouvelle direction, agit encore, de temps à autre, par l'intermédiaire de sous-groupes plus activistes tels le *Were Di* ou le *Voorpost*⁵.
- La montée en puissance charismatique du chef, Filip Dewinter, qui, non seulement a succédé au vieux patron Dillen, mais a également réussi à marginaliser ses concurrents Filip De Man, Frank Vanhecke ou Gerolf Annemans. La nouvelle direction a renforcé la structuration du parti en tant qu'organisation politique de masse, réellement implantée dans toute la Flandre, rurale et urbaine.

Hier, formation politique dont on se tenait à l'écart (du moins en public), le nouveau *Vlaams B.... Belang* devient enfin un parti fréquentable. Les grands discours sur le cordon sanitaire démocratique dressé contre le *Blok* se dissolvent grâce à la magie de sa condamnation pour racisme !

Ayant réussi le passage de témoin entre son leader historique et son nouveau chef, le *Blok* a aujourd'hui la possibilité bien réelle d'accéder aux commandes de l'Etat, tout au moins à ses échelons locaux et régionaux, au travers d'unions explicites avec les autres partis démocratiques flamands (SP-A, VLD, CD&V). Le *Blok* participe déjà largement à la gestion de l'Etat (dans les communes, les CPAS, les intercommunales d'eau et d'électricité, dans la direction de la BRT) mais, jusqu'ici, cela s'était fait en dehors de tout accord politique avoué avec ses détracteurs démocratiques.

La loi d'interdiction du financement des partis racistes (loi Moureaux) existe depuis 1984. À la chambre, une grosse majorité des partis traditionnels ont voté pour son application au *Vlaams Blok*. Pour que cette loi soit applicable, il faut qu'elle soit également adoptée au Sénat.

Il n'empêche que, récemment, tous les sénateurs, ont « oublié » de mettre à l'ordre du jour de leur assemblée la loi contre le financement des partis antidémocratiques. Même les élus du *Vlaams Belang* n'en croyaient pas leurs yeux. Le sénateur PS, Philippe Moureaux, a déclaré qu'ils n'étaient pas là uniquement pour le *Vlaams Belang*.... La loi existe..., mais pas son application !

La stratégie de sortie de crise par le haut avait été planifiée par le *Blok*, car ce dernier avait préparé certaines modifications de ses statuts et de sa déclaration de principe. Il a notamment remplacé le « Livre orange » de K. Dillen, trop ouvertement fasciste, par des formules plus compatibles avec le cadre légal belge.

Les autres partis démocratiques n'attendaient que ça pour envisager à nouveau des alliances avec un *Blok* aseptisé, union électoralement nécessaire pour accéder aux commandes de la ville

⁵ « *Voorpost* » joue un rôle essentiel au sein du nationalisme flamand, version « *Vlaams Blok* » : entretenir la flamme du souvenir des « héros » d'hier. C'est ainsi qu'il participe activement aux hommages rendus aux leaders du « mouvement national flamand », comme celui organisé en l'honneur de Staf De Clercq, le 19 septembre dernier.

Pilier à la fois structurel et idéologique du *Vlaams Blok* (VB), cette organisation se revendique comme étant un groupe d'action nationaliste. Elle a été fondée, en 1976, par des militants du groupe de réflexion « *Were Di* », ouvertement nostalgique de l'Ordre nouveau nazi. Sœur jumelle de l'ex-milice paramilitaire néonazie « *Vlaamse militante orde* » (VMO), « *Voorpost* » s'occupe toujours aujourd'hui, entre autres, du service d'ordre du VB.

Vouant un culte aux « héros » de la Flandre historique, y compris à ceux de la SS flamande, ce groupe est basé à Gand, mais est fort de plusieurs sections locales réparties sur le territoire flamand. Ses responsables occupent des postes importants au sein du *Vlaams Blok* : [Roeland Raes](#) fut le vice-président de 1978 à 2001 de ce parti, Francis Van den Eynde est l'un de ses « vieux » députés et Luc Vermeulen, le responsable de la sécurité du VB.

« *Voorpost* » est également connu pour ses célébrations païennes et ses liens avec la plupart des mouvements « racialisés » actifs en Europe, comme l'organisation française « [Terre et Peuple](#) ».

d'Anvers. D'une part, on ne peut pas impunément et indéfiniment se passer, dans le cadre du fonctionnement de ce régime démocratique, du premier parti de Flandre et, d'autre part, le *Vlaams Belang*, parti dans l'opposition depuis une vingtaine d'années est aussi contraint par une frange importante de son électorat de passer à la vitesse supérieure et de faire ses preuves.

UN NOUVEAU PROGRAMME

Les points programmatiques amendés par le *Blok* sont, en cela, hautement symboliques et significatifs. Ils touchent quatre questions sensibles.

1) L'immigration

Alors que le *Vlaams Blok* préconisait des expulsions et le rapatriement général de tous les étrangers extra-européens, le nouveau *Blok* injecte le critère de la sélectivité, parfaitement soluble dans la pratique anti-immigrée de l'Etat démocratique et anti-fasciste belge (cf. les lois anti-terroristes, les critères d'admission dans l'espace Schengen et le nouveau mandat de recherche européen).

« *On expulserait seulement ceux qui rejettent, nient et combattent les principes traditionnels européens comme la séparation de l'Eglise et de L'Etat, la démocratie, la liberté d'expression et l'égalité entre les sexes.* » (in *Le Soir*)

Compte tenu de son influence électorale parmi la communauté juive d'Anvers, le *Vlaams* la caresse dans le sens du poil. Filip Dewinter affirme ainsi : « *Qu'un certain nombre de Juifs auraient voté pour son parti, probablement par souci sécuritaire* ». « *Une distinction nette doit être faite entre d'une part les Juifs anversoises, appartenant socialement aux classes moyennes et à la bourgeoisie, qui parlent le néerlandais dans l'espace public, fournissent une importante contribution à la prospérité économique de la ville portuaire et contrôlent strictement leurs jeunes, et d'autre part les minorités turque et marocaine* », lesquelles, déclare le *Blok*, « *Ne font pas partie du paysage national* » mais sont au contraire « *la cause d'à peu près tous les maux et fléaux sociaux qui menacent la population* » La religion juive est reconnue par le *Blok* comme apparentée au christianisme européen, tandis que l'islam « *serait totalement étranger* »⁶.

2) Le nationalisme et le séparatisme flamand

Si le nationalisme reste la colonne vertébrale du *Vlaams Belang*, celui-ci ne réclame plus la constitution d'un nouvel Etat « Thiois »⁷.

En façade, il renie le vieux mythe fasciste à la faveur de la revendication du renforcement des liens entre les néerlandophones. En revanche, le nouveau *Blok* maintient son positionnement historique anti royaliste et républicain synthétisé dans le vieux slogan « Crève la Belgique » contrairement aux fascistes francophones pour qui, à l'instar du très marginal et divisé Front National créé par le docteur Féret – le nationalisme wallon étant la propriété quasi exclusive du PS –, il ne restait que la défense de la royauté et de la belgitude (unionisme).

Parallèlement, le *Vlaams Belang* propose un statut linguistique spécial pour Bruxelles, et ce afin de poursuivre sa stratégie de développement dans l'ensemble du pays et, avant tout, dans la capitale largement francophone. C'est pourquoi le *Vlaams Blok* a présenté aux dernières élections le candidat bilingue, Johan Demol, ancien commissaire principal de police de Schaerbeek, commune de Bruxelles à très forte concentration d'immigrés.

La lutte anti-francophone, cheval de bataille historique du *Blok* du temps de Dillen et des partis nationalistes flamands d'avant-guerre (cf. la question des Fourons), se transforme ainsi progressivement en lutte contre l'immigration extra-européenne, fond de commerce partagé par tous les partis fascistes d'Europe. Cette politique de conquête fédérale (la Belgique a désormais adopté une structure étatique fédérale) par la constitution d'une filiale francophone, lui permet également de combler l'espace électoral d'extrême droite laissé vide dans le sud du pays.

⁶ Citations extraites de « Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique ». Sous la direction de Hugues Le Paiges. Ludo Abicht. P.154. 1995

⁷ Nom donné depuis plus d'un siècle par les nationalistes flamands à leur Etat idéal. Sa traduction la plus proche est « *Grand Nederland* », regroupant le Nord de la France, la Flandre et les Pays-Bas.

Cela se traduit dans le domaine social où le *Vlaams Blok* veut agir dans la redistribution entre flamands et wallons. Il veut scinder la Sécurité sociale en deux organismes distincts et financés indépendamment l'un de l'autre pour mettre fin à « *la soi-disant solidarité avec la Wallonie* » qui n'est rien d'autre qu'un « *vol organisé* » au détriment des Flamands.

3) Une politique économique pleinement libérale

Le vieux programme du *Blok* comportait un autre reliquat par trop voyant et surtout inefficace : la revendication du solidarisme en économie. Ce concept relève d'une politique interventionniste et keynésienne matinée de corporatisme fasciste mussolinien. Ce corporatisme se dote d'une organisation sociale verticale, les « *standen* » (états), imprégnée de paternalisme catholique. Il est clair qu'aujourd'hui ce type de politique n'est plus à l'ordre du jour et le *Vlaams Belang* a franchement opté pour l'approche libérale en économie. Cela devrait lui permettre le ralliement de certains grands patrons flamands, dont la quasi-totalité est encore très opposée au *Vlaams Belang*, n'en déplaise aux gauchistes.

Comme l'écrit *L'Écho* (anciennement *de la Bourse*) : « *La montée du parti raciste flamand pourrait provoquer une instabilité politique néfaste aux affaires. Pour la première fois, les patrons, du nord du pays, s'en inquiètent ostensiblement. (...) C'est moins l'idéologie du Vlaams Belang en tant que telle que les risques de longs blocages politiques qui suscite l'inquiétude.* »

En affirmant sa foi libérale, surtout dans le domaine fiscal, le *Vlaams Blok* coupe davantage d'herbe sous les pieds de son concurrent copieur libéral du VLD. Une fraction de ce parti vient de déclarer sa disponibilité à une alliance, hier tant décriée, avec le *Blok*⁸.

Il en va de même pour la tendance nationaliste de Gert Bourgeois, des sociaux-chrétiens flamands du CD&V. En résumé, les partis flamands étant presque tous ouvertement nationalistes, le vrai problème n'est désormais plus l'arrivée du *Vlaams Blok* au pouvoir politique, mais avec quel allié !

Cette conversion libérale n'est pas, elle non plus, si nouvelle. Déjà en 1998, Serge Govaert écrivait dans son article « *Le programme économique du Vlaams Blok* » :

« *Le mélange d'un libéralisme économique de principe et d'un interventionnisme public plus circonstanciel (même si le parti refuse l'idée de subsides aux entreprises, il estime que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans le maintien de secteurs vitaux de l'économie) – étant entendu que les interventions émanent d'un pouvoir flamand, et non plus d'un pouvoir belge – caractérise la doctrine économique du Vlaams Blok.* »

4) La politique et les « valeurs »

Hier encore catholique fervent, le *Vlaams Blok*, sous l'impulsion de son chef Dewinter, a adopté un profil laïc, libéral et toujours républicain. L'avortement, l'euthanasie, les familles recomposées, etc. deviennent des questions de choix individuel, cantonnées au domaine strictement privé. Le *Vlaams Belang* affiche désormais la défense de la liberté de pensée, d'association et d'expression. Pour faire bonne mesure et ne pas irriter excessivement ses composantes catholiques traditionalistes, il garde néanmoins un rappel aux « *valeurs européennes de la famille* ».

Enfin, bien entendu, le *Vlaams Belang* met l'accent sur « *le droit à la sécurité* », plaidant pour une politique répressive bien musclée, à l'instar des autres formations politiques bourgeoises présentes.

C'est l'inénarrable L. Onkelinx, ministre de la Justice, encarté PS, qui, à la fin du mois de novembre, proposait des peines pour les parents de délinquants. Ce qui s'inscrit parfaitement dans la lignée des punitions collectives chères à tous les fascismes.

Il est par ailleurs de notoriété publique que les années passées par le *Vlaams Blok* dans l'opposition ont permis de faire passer bon nombre de ses positions par le simple fait d'influencer les autres partis flamands et de leur faire appliquer son propre programme par la peur que la concurrence électorale induit.

⁸ Lors de l'élection, en décembre, du nouveau président du VLD; Jean-marie Dedecker qui prêche ouvertement pour l'alliance avec le *Vlaams Belang*, a obtenu 38 % ce qui révèle la tendance à faire monter le *Vlaams Belang* au pouvoir.

La « Blokisation » du jeu politique en matière d'immigration

Aujourd'hui, presque tous les partis flamands sont pour un contrôle de l'immigration, et un renforcement de la politique sécuritaire. Ils sont également partisans d'une « flamandisation » de la plupart des aspects de la vie sociale : politiques culturelles, enseignement, transports, assurance maladie, pensions, etc.

Tout cela est l'œuvre « indirecte » du *Blok*. Bien qu'il ne soit pas au pouvoir, il est la référence politique obligée au nord mais également au sud du pays. Sur chaque question, c'est le *Vlaams Blok* qui faisait, pro ou contra, la différence, tout en continuant à progresser. Il devenait donc temps de le mouiller et, pour ce faire, un lifting politique était nécessaire.

« Les thèmes de campagne abordés par les partis démocratiques flamands ont également servi le Vlaams Blok à plusieurs reprises. Dans un premier temps, ceux-ci ont refusé de se positionner par rapport à la « problématique de l'immigration », laissant le champ libre au parti d'extrême droite pour répandre ses thèses dans ce domaine. Après le succès électoral du Vlaams Blok en 1991, ces partis ont changé d'attitude et ont intégré cette thématique au débat public, précédés et aiguillonnés en cela par les médias. Le Vlaams Blok est, dès lors, apparu comme un parti respectable, digne de défendre ses positions sur cette question, mais également dans d'autres domaines. Peu à peu, les partis démocratiques flamands ont tenté d'intégrer à leurs propres programmes politiques, en les atténuant quelque peu, certains des thèmes de campagne mis en avant par le Vlaams Blok. Dans certains cas, ces prises de position se sont traduites dans l'action gouvernementale. Cela est apparu clairement dans la politique menée en matière de droit d'asile par les dirigeants socialistes flamands qui se sont succédé au ministère de l'Intérieur. Les idées défendues sur le plan communautaire par les exécutifs flamands dirigés par L. Vanden Brande semblent elles aussi avoir joué en faveur du Vlaams Blok et de ses slogans flamingants. Car, comme l'a affirmé lui-même Jean-Marie Le Pen, « les électeurs préfèrent l'original à la copie ». »

« Il faut ajouter que si le cordon sanitaire ne semble guère menacé côté francophone, il l'est en revanche beaucoup plus en Flandre. Plusieurs dirigeants libéraux et sociaux-chrétiens flamands locaux, dont certains sont parfois des membres importants de leur parti, ont laissé entendre qu'il n'était pas impossible qu'ils s'allient un jour au Vlaams Blok pour gouverner leur commune. Certains verraient même dans l'implication du Vlaams Blok dans la gestion d'une commune l'occasion de discréditer ce parti en montrant son incapacité à diriger de manière efficace les affaires d'une cité. Ce serait « une manière démocratique de le combattre ». Jusqu'à présent, ces prises de position ont toutefois le plus souvent fait l'objet de rappels à l'ordre de la part des états-majors de partis, qui ont renouvelé leur engagement à maintenir le cordon sanitaire peu avant les élections d'octobre 2000. »

VOYAGE AU CŒUR DU VLAAMS B....⁹

Elections

Indubitablement, c'est sur ce terrain que la réussite du *Blok* a été éclatante depuis 1991. En effet, que ce soit aux élections européennes (1994, 1999 et 2004 où le *Vlaams Blok* passe de 12,6 à 15,8 % des voix), aux élections provinciales (1994 et 2000 où il passe de 10,88 à 15,75 % des voix) ou aux élections législatives (1995, 1999 et 2003 où il passe de 7,8 à 9,9 et 11,7 % des voix), son ascension est constante et régulière, surtout si on ramène les chiffres nationaux (européennes et surtout législatives) à la seule Flandre son score passe de 15,5 % à 20 % des voix avec des pointes à 30 % dans l'agglomération d'Anvers. Ramenés en chiffres, au niveau national et toutes élections confondues, le *Vlaams Blok* est passé de 475 000 à 990 000 voix entre 1995 et 2004 !

Et ce phénomène n'a pas encore atteint son plus haut niveau : lorsqu'on compare les résultats des scrutins régionaux de 2004 avec l'élection de la Chambre en 2003, on s'aperçoit qu'en

⁹ Il est à noter que la Belgique est un Etat fédéral comportant sur trois régions et deux communautés linguistiques. Bruxelles a un statut garantissant des droits à la minorité flamande. C'est dans ce cadre fédéral que doit se comprendre l'évolution du *Vlaams B.* car il peut facilement arriver aux commandes de la Région flamande et bloquer ainsi l'ensemble de la structure précaire de l'Etat belge. Le seul ciment constitutionnel permanent du pays n'est autre que la monarchie. C'est pourquoi le *Blok* est si ouvertement républicain.

treize mois, le *Vlaams Blok* passe de la cinquième à la deuxième place et gagne près de 215 000 voix, sur un total d'environ 3,9 millions d'électeurs en Flandre.

Selon les analyses, en Flandre, et plus particulièrement dans la province d'Anvers, le *Vlaams Blok* est passé d'un vote dans les milieux populaires et ouvriers à un vote général où il recueille indifféremment en moyenne 30 %, que ce soit dans les banlieues pauvres ou les banlieues riches (Schoten, Deurne, etc.).

Effectifs

Début 1999, le *Vlaams Blok* comptait environ 12 000 membres.

En 2002, il en comptait 17 544. Aujourd'hui, son effectif est estimé à 20 000 membres.

Sociologiquement, cet effectif est similaire à la composition de son électorat et s'élargit de plus en plus à toutes les classes de la société.

Le *Vlaams Blok* est structuré en sections locales regroupées en secrétariats d'arrondissement. De plus, le secrétariat national à Bruxelles comprend un grand nombre de services, comme un service juridique, un service études et un institut de formation.

Influence dans la classe ouvrière

Depuis une dizaine d'années, le *Vlaams Blok* a adopté une stratégie en direction de la classe ouvrière principalement dans son discours électoral en prônant la défense du travail et de l'emploi flamand. Il était présent en 1997, lors de la fermeture du chantier naval Boelwerf à Tamise et, en 1998, lors de la fermeture de Renault Vilvoorde, essentiellement sous la forme de distribution de tracts et de quelques tentatives de prises de paroles. Le contenu portait sur la sauvegarde des emplois flamands contre les autres « parasites ». Le *Vlaams Blok* n'a pas ou peu d'implantation dans les grosses entreprises et est surtout présents dans les PME. Sa politique porte ses fruits, puisque lors des dernières élections, environ 30 % des voix étaient des votes ouvriers.

Pour l'instant, le *Vlaams Blok* ne s'est pas lancé dans la constitution de cellules d'entreprises ni dans la création d'un syndicat flamand¹⁰ mais pratique plutôt un travail de taupe au sein des deux centrales existantes, la CSC et la FGTB, ce qui a provoqué des réactions des directions syndicales.

Le cas de Nadine Lemmens, élue du FN au conseil communal de Bruxelles et affiliée au SETCA¹¹, est plutôt isolé. Lors de son élection, elle avait fait le salut fasciste lors de sa prestation de serment. En conséquence de quoi, elle avait été exclue de la FGTB en même temps que d'autres adhérents. Par ce biais, la question des infiltrés de l'extrême droite dans les syndicats est revenue à l'avant-plan.

Il ne s'agit cependant pas là de cas isolé. Il y a de cela déjà huit ans, le cas de militants de la FGTB de Volkswagen à Forest, actifs au sein du groupe d'extrême droite Delta (groupe Défense de l'Europe, de ses libertés, de son travail et de son autonomie) s'était déjà posé.

Pour l'instant, l'étendue du travail du *Vlaams Blok* en usine n'est pas perceptible mais un sondage révélait, en 1994, qu'à Anvers, un tiers des électeurs du *Vlaams Blok* étaient ouvriers. Il en ressortait également que, dans cette même ville, 30 % des électeurs du *Blok* étaient affiliés à la FGTB et 20 % à la CSC.

LES RACINES DU MAL

Les succès électoraux constants du *Vlaams Blok* montrent qu'une fraction conséquente des prolétaires en Flandre a mûri des idées racistes et xénophobes appelant à un Etat policier renforcé et à une répartition discriminatoire de la protection sociale : emplois et aides sociales diverses devraient ainsi échoir en priorité aux Flamands d'abord contre les Wallons ensuite, et surtout contre les immigrés. Il ne s'agit pas pour autant d'un vote de protestation mais bien d'un vote réactionnaire, enraciné, flamand et qui traverse toutes les classes de la société.

¹⁰ En Belgique, les syndicats sont des associations de fait, sans identité juridique spécifique. Tout le monde peut donc en créer mais ne sera pas reconnu comme représentatif dans les élections pour les organismes sociaux et dans la négociation des conventions collectives.

¹¹ Branche des employés de la FGTB qui, elle-même, est une confédération de syndicats de métier.

Comme en France, ces revendications éminemment réactionnaires et xénophobes se sont développées dans un cadre pourtant marqué par l'absence d'une quelconque concurrence sérieuse sur le marché du travail entre les prolétaires « flamands » et les autres. Depuis longtemps, profitant également des années fastes de la reconstruction d'après-guerre, les classes dominantes belges ont organisé une division « raciale » du travail relativement étanche, de telle sorte que la segmentation du marché de l'emploi qui en a résulté n'a pas ou peu contribué à exacerber les conflits intercommunautaires.

Il en va autrement pour ce qui est de la protection sociale (indemnités diverses, scolarisation, logement social, transports, etc.). L'essor, dès la fin des années 70, du chômage de masse – produit de l'extraordinaire accroissement historique de la productivité du travail – a largement déterminé les conditions objectives de l'enracinement des idées du *Vlaams Blok*.

Le chômage de masse a conduit à la nécessité de l'extension de la couverture sociale des secteurs les plus fragilisés de la population alors même que l'Etat devait s'engager sur la voie de la maîtrise des dépenses budgétaires pour conjurer tout risque de crise fiscale grave, aggravée par les couches successives d'organisation étatique spécifiquement belges : Etat fédéral, régions, provinces. Une rude concurrence entre prolétaires d'origines diverses naît alors sur le terrain des dits droits sociaux, exacerbée par des nouveaux flux migratoires peu ou pas maîtrisés par les Etats et, surtout, moins cohérents avec les exigences de l'accumulation du capital.

C'est de cette concurrence directe ou de l'inquiétude qu'elle suscite que naît le succès du *Vlaams Blok* en l'absence, bien sûr, de luttes ouvrières autonomes capables de réunifier les prolétaires vivant en Belgique qu'ils soient « Flamands », « Wallons » ou « immigrés ». C'est justement cette absence, ou de quasi absence, de luttes s'affrontant aux patrons, aux syndicats, aux partis et à l'Etat qui ne pousse pas le *Vlaams Blok* à se structurer plus rapidement dans les usines pour s'opposer aux grèves frontalement ou pour les accompagner en partie pour mieux les dévoyer, ni par ailleurs à occuper la rue de façon violente.

C'est avant tout un parti à base électorale qui aujourd'hui n'agit pas en tant que tel dans les usines ; il n'a pas de participation active dans des grèves (comme AN, en Italie) ou d'action ouverte dans certains secteurs (police, gardiens de prison comme le FN, en France).

QUEL AVENIR POLITIQUE POUR LE VLAAMS B... ?

Au total, s'il est vrai que la condamnation du *Blok* a servi à le rendre plus compatible avec l'échiquier politique normal d'une démocratie bourgeoise classique, elle va se révéler une arme à double tranchant. En effet, encouragé par voie de justice à adopter une image et des objectifs solubles dans le jeu démocratique, le nouveau *Blok* obtient, en échange, une plus grande liberté de manœuvre qu'il va exploiter pour parfaire son œuvre de pénétration dans le corps social belge.

C'est dans ce cadre fédéral que doit se comprendre l'évolution du *Vlaams Belang* car il peut facilement arriver au pouvoir dans la région flamande et bloquer ainsi l'ensemble de la structure précaire de l'Etat belge dont le seul ciment constitutionnel permanent est la monarchie. C'est pourquoi, par ailleurs, le *Vlaams Belang* est si ouvertement pro-républicain.

Pour rappel, lors d'un voyage en Chine, début décembre 2004, le prince Philippe (futur roi) a déclaré à un journaliste :

« Certains hommes et certains partis sont contre la Belgique et veulent détruire le pays. Je peux vous assurer qu'ils auront affaire à moi (...). Quand cela est nécessaire, je peux être un dur. Je ne me laisse pas marcher dessus ». Respectueux des usages, le journaliste a, affirme-t-il, interrogé deux fois le palais de Laeken pour savoir s'il pouvait publier ces mâles affirmations. Il aurait reçu l'aval de l'entourage du futur roi, qui l'aurait même « encouragé » à le faire. Sous-entendu : Philippe entend prendre la tête des opposants au *Vlaams Blok*, le parti qui n'a pas renoncé à l'un de ses mots d'ordre : « *België barst !* » (« *Que la Belgique crève !* »). Favorable à l'instauration d'une république flamande et à la scission du pays, la formation d'extrême droite prône l'abolition de la monarchie des Saxe-Cobourg.¹²

¹²Le Monde du 02/12/2004.

Il s'agit bien là du rappel à tous de la part de la maison royale qu'elle est et reste bien le pilier fondamental de l'Etat belge, et que si le *Vlaams Belang* veut accéder au pouvoir, il faudra qu'il tienne compte de cette dernière.

Le marchandage sous-jacent entre le parti fasciste en complet trois-pièces et des partis démocratiques bourgeois déclinants et, eux-mêmes, rongés par le nationalisme le plus étriqué apparaît évident si l'on observe la situation sans les lunettes déformantes de la démagogie démocratique antifasciste.

Le nouveau scénario institutionnel qui peut en découler ne promet rien de bon pour le prolétariat et, notamment, pour ses composantes les plus fragilisées d'origine étrangère. Sous couvert de légalité et de défense du droit, des lois et des pratiques étatiques davantage conformes aux préceptes explicitement plaidés jusqu'ici uniquement par le *Blok* vont être adoptées. Renoncer à des principes surannés pour achever sa conquête de l'Etat, voilà le nouveau programme du *Blok* renouvelé. Ses idées, lavées de l'infamie du racisme, vont enfin pouvoir déferler, y compris sous la marque de l'antifascisme d'Etat. La compénétration et le conditionnement réciproque entre fascisme et démocratie font un pas supplémentaire après l'acte formel d'allégeance du premier à la deuxième.

Deux exemples ? La loi prétendument anti-raciste – loi Moureaux – de l'Etat belge, n'a en rien empêché la création des centres fermés pour « immigrés clandestins », véritables camps de concentrations démocratiques, la loi contre le *Vlaams Blok* a servi essentiellement à l'adaptation de ce parti en vue de sa venue prochaine au pouvoir. De la même manière, la loi contre les milices fascistes adoptée il y a presque 70 ans a, depuis son adoption, surtout permis de traîner devant les tribunaux les piquets de grève et les manifestations ouvrières « sauvages ».

Bruxelles-Paris, le 30 décembre 2004.

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.
--